

## Chosification

Tribune - Edito - Patrick A. - 05/03/12

Les États-Unis persistent et signent. À travers un communiqué diffusé vendredi ( versions anglaise et française dans la pièce jointe de cet article), l'ambassade fait comprendre que, feuille de route ou non, les États-Unis continuent à considérer le gouvernement actuel comme un régime illégitime. Ils dénoncent la détérioration de l'état de droit et notamment l'intensification alarmante du problème de traite de personnes.

Réagissant à la note de stratégie intérimaire de la Banque mondiale qui prévoit la réactivation des programmes antérieurement signés, les États-Unis « *envisagent* » donc de s'opposer à tout nouveau financement et/ou engagement de la Banque Mondiale à Madagascar. De tels propos sont loin d'apparaître anodins, lorsque l'on sait que les États-Unis disposent du droit de veto au Conseil d'administration de cette même Banque mondiale.

Le passage le plus dérangeant dans le communiqué est celui déclarant que « *l'étendue et l'impact de la traite de personnes à Madagascar ont atteint des proportions alarmantes, et ceux qui ont perpétré des crimes contre des femmes et des enfants semblent agir en toute impunité* ».

Il est dérangeant parce que l'ambassade des États-Unis en fait soit trop, soit pas assez. **Veut-elle laisser entendre que ces problèmes de traite de femmes ou d'enfants sont le fruit d'une volonté ou d'une complicité chez des responsables politiques ?** Si telle est l'intention du communiqué, il faudrait clairement appeler un chat un chat, et pointer du doigt les personnes qui s'enrichiraient du trafic des personnes comme d'autres se sont enrichies du bois de rose. Se taire pourrait être considéré comme de la complicité. Si par contre les États-Unis n'entendent pas exactement dire ce qui précède, l'on pourrait leur reprocher de confondre la cause et les effets et de passer à côté de la question de la pauvreté qui est à la base de la décision de la Banque mondiale de relancer ses activités.

Là se trouve le fond des débats autour de la feuille de route. L'on ne peut que lui trouver beaucoup d'inconvénients, mais si quelqu'un trouve une formule plus rapide et plus efficace qui ne risque pas d'être bloquée par l'une ou l'autre des parties, la Banque mondiale, l'Union européenne et sans doute la SADC seraient preneurs. Malheureusement, la position des États-Unis ne fait pas vraiment avancer le schmilblick, si vous me permettez un peu de familiarité.

Les diplomates américains rétorqueront sans doute, non sans quelque raison, qu'à travers l'USAID, les États-Unis n'ont jamais autant aidé le peuple malgache que durant ces années de crise. Mais en passant uniquement à travers des ONGs, ils se privent de toute une gamme de moyens de pression sur le gouvernement, et donc de quasiment toute possibilité d'accélérer l'arrivée de ce gouvernement légitime qu'ils ne font pour l'instant qu'appeler de leurs vœux. Plus inquiétant : en ne faisant confiance qu'à « leurs » ONGs (qui n'ont parfois presque plus rien de malgache que le nom), les États-Unis ne risqueraient-ils pas d'être à leur tour accusés de chosifier les populations bénéficiaires de leur action ?

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Chosification,17184.html>